



## Déclaration de la FSU au CTSD du 12 juin 2015

Depuis 2 ans, la communauté éducative est enlisée dans cette réforme des rythmes scolaires mal pensée, mal préparée, peu financée et non prioritaire. Cette réforme n'allège pas significativement la journée de l'enfant, ni de l'élève. Cette réforme obéit aux financements, aux horaires des transports, aux choix des élus. En étant avant tout guidée par les contraintes du périscolaire, sous la responsabilité de communes qui connaissent de profondes inégalités dans leur capacité à le financer, la réforme a relégué au second plan le temps de l'école pour les élèves, la pédagogie et la prise en compte des demandes, de celles et ceux qui font la classe au quotidien.

C'est un sentiment de déception, de lassitude et de découragement, quelquefois de colère, qui s'est emparé de la communauté éducative. Personne ne peut accepter un tel gâchis. Le SNUipp-FSU a toujours demandé et continue de réclamer la suspension et la réécriture totale du décret de janvier 2013 car malgré son appellation, ce n'est pas une réforme des rythmes scolaires. C'est celle du périscolaire alors même que celui-ci ne relève pas des prérogatives du ministère de l'Éducation nationale. Avec pour conséquences très concrètes :

- Des contingences du périscolaire dictant l'organisation du temps de l'école
- Une organisation de l'élémentaire s'imposant souvent à celle de la maternelle sans tenir compte des besoins particuliers des petits.
- La prédominance des municipalités sur l'organisation du temps scolaire et sur l'école qui peut laisser craindre à terme un risque de territorialisation des missions de l'éducation et de ses personnels.

Qui peut croire, par exemple, que transférer une après-midi scolaire sur une matinée suffit à résoudre la question des rythmes scolaires ?

Une réforme des rythmes scolaires efficace pour la réussite des élèves, doit d'abord concerner le temps scolaire et être fondée, avant tout, sur des critères pédagogiques pour faciliter les apprentissages.

L'Éducation nationale doit reprendre la main. Un cadre national doit être redéfini en abordant aussi la répartition annuelle de l'année scolaire. Des dérogations doivent ensuite être possibles émanant uniquement des conseils d'école et arbitrées par les DASEN comme c'était le cas avant la suppression du samedi matin. C'est ensuite que peuvent se construire des articulations nécessaires avec des activités périscolaires culturelles, sportives et artistiques pour les enfants à travers des projets éducatifs.

Beaucoup de questions demeurent : inégalités sur le département, conditions de travail des enseignants, fatigue des élèves, prise en charge des élèves en situation de handicap, transparence sur l'utilisation du financement CAF... ?

Pour que notre école avance, elle doit s'appuyer avant tout sur ceux qui la vivent chaque jour. Il y a urgence à prendre les mesures nécessaires pour améliorer les conditions générales d'enseignement et de travail avec des moyens à la hauteur des besoins : baisse des effectifs notamment dans les toutes premières années de maternelle, rétablissement des RASED, généralisation du plus de maîtres que de classes, suppression de la précarité dans la prise en charge du handicap... Notre école a besoin d'enseignants reconnus, bénéficiant d'une réelle et véritable formation continue, exerçant leur métier dans des conditions satisfaisantes, sereines ainsi qu'un salaire en rapport avec leur niveau de qualification. C'est ainsi que l'on rendrait notre métier plus attractif, c'est ainsi que l'on pourrait donner du sens à une réelle priorité au primaire.

La FSU rappelle aux membres du CTSD qu'elle reste également mobilisée contre la réforme du collège.